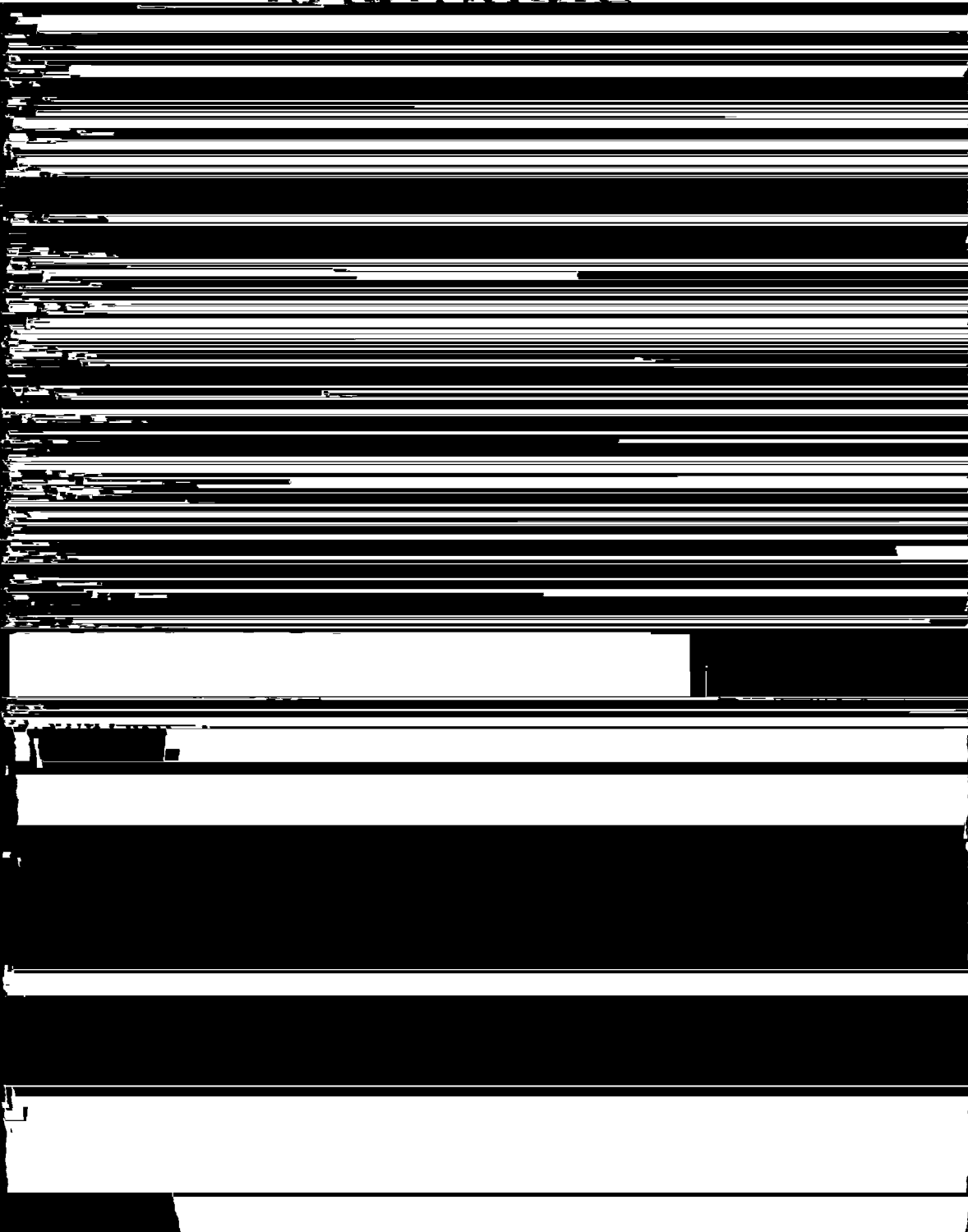
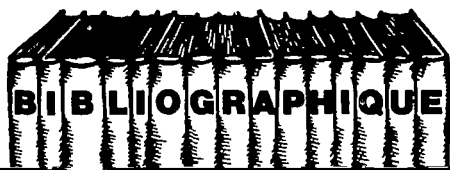


CHRONIQUE



essentielle dont la justesse du ton et la rigueur de la démarche font honneur à son auteur. Sur un problème douloureux, N.B.O. ne manifeste ni

nues. Pourtant s'il arrive à l'écrivain de toucher (« Une journée dans la vie d'Augustine Amaya »), il force trop souvent le trait (jusqu'à la vulgarité

si l'ouvrage efface tout ce qui a été écrit auparavant. Il se veut aussi une contribution à la construction de la « nation » sénégalaise, en montrant que la plupart des sociétés qui vivent actuellement en Sénégal se sont, depuis dix siècles (et parfois plus), développées à partir d'un creuset culturel commun qui, au-delà de relations factuelles d'ethnie à ethnie, détermina une communauté de destin aussi existentielle que celle des Français depuis la bataille de Bouvines en 1214 (p. 18). Au moment où certaines formes de séparatisme s'expriment en Casamance, l'ouvrage relance donc le vieux débat de la formation déjà acquise ou à venir de la conscience d'une unité nationale. Sans l'approfondir, on peut se demander si les termes du débat sont bien posés. Si, en effet, un mouvement d'unification est patent et si une unité des fondements culturels se révèle aisément, peut-on parler de nation sénégalaise comme on peut parler des nations européennes ? La notion de « nation » n'est-elle pas ici trompeuse car utilisée par les politiques (et d'abord par L.S. Senghor) pour faire coïncider deux réalités culturelles dissemblables, la culture officielle « à la française » et la culture commune largement wolofisée et islamisée ?

Cette réserve exprimée sur un point somme toute secondaire, l'ouvrage aborde à partir de la thématique des contes et des mythes (le plus souvent cités en serer avec traduction littérale, littéraire ou poétique) les trois moments historiques de la société : les origines serer au Tekkur, la formation de l'ethnie serer dans le Sine et la fondation des royaumes *gelwaar* par des princes mandingues venant du Gabou (en Guinée Bissau actuelle).

Accompagné de cartes (certaines très belles) et de généalogies, le récit se lit comme un roman, ou plutôt comme un conte de Grimm. C'est fabuleux sans être affabulatoire, et c'est là l'immense mérite scientifique de l'ouvrage.

Rarement, en effet, un historien

de la tradition orale (et écrite) a été aussi loin dans la critique des sources et le contrôle de l'induction. Avec une égale maîtrise, l'auteur fait la part entre ce qui est assuré (jusqu'à preuve du contraire) et ce qui est probable, possible ou éventuel. Pour combler les lacunes, le R.P. Gravrand propose explicitement des hypothèses, les compare et les démonte. Enfin, tous les arguments sont remontés de chapitre en chapitre pour donner le sens de continuités qui, autrement, et considérant la diversité des groupes et la complexité de leurs migrations, échapperaient au lecteur pressé.

La réussite didactique et épistémologique de l'ouvrage est donc indéniable et dépasse largement le cadre de « l'ethnie » serer ou de la « nation » sénégalaise. C'est ici tout un pan de l'histoire de l'Afrique de l'Ouest qui se trouve présenté et, de ce fait, l'ouvrage intéressera tous les africanistes. Il ne reste maintenant qu'à supplier le R.P. Gravrand d'aller jusqu'au bout de cette « saga d'un nouveau monde ». [E.L.R.]

HAARLOV (Jens) — *Labour regulation and black worker's struggles in South Africa*, Research Report n° 68, Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 1983, 80 p. *L'explosion syndicale, Apartheid Non !* n° 53, oct.-déc. 1983, 190 p.

Le renouveau des luttes ouvrières noires est à l'ordre du jour en Afrique du Sud. Voici deux petites publications qui permettront de compléter les informations et analyses de l'article de C. Chatney paru dans ce même numéro. La brève étude de Haarlov, issue d'une recherche en science politique, propose quelques interprétations théoriques sur les causes et les formes de ces mouvements revendicatifs. L'auteur insiste sur trois points : les grèves de masse (à partir de 1973), l'organisation syndicale et la réglementation du marché du travail. Il évoque à juste titre l'immense portée politique de l'intervention des

ouvriers noirs. Il pense que le système d'apartheid ne peut conduire qu'à une radicalisation de ce mouvement, en raison notamment de l'absence de tradition réformiste. Mais peut-on juger de cette histoire selon les canons classiques du léninisme et du luxembourgeoisisme ? Malgré ces *a priori* politiques et un découpage parfois quelque peu schématique, cette étude bien informée (qui s'arrête à l'automne 1981) constitue une introduction assez utile.

L'intérêt de la très grosse brochure réalisée par le Mouvement anti-apartheid (MAA) et le Centre de documentation sur l'Afrique australe (CIDA) est de retracer succinctement toutes les luttes syndicales depuis la fin du XIX^e siècle et d'être rédigée... en français. Car si la littérature « scientifique » ou militante anglo-saxonne abonde sur le mouvement ouvrier noir sud-africain, l'absence de production francophone sur la question confine au scandale. En fait, seule une partie de l'ouvrage porte sur l'explosion syndicale. Une longue présentation retrace l'histoire de l'apartheid. Elle est suivie d'un bref historique des luttes, qui nous mène jusque dans les années 1970 où sont posées les grandes questions de l'enregistrement, de l'unité syndicale, des rapports avec les communautés et le mouvement politique. Un chapitre très utile décrit enfin la diversité syndicale et le début des initiatives devant conduire à l'unité syndicale (l'étude s'arrête au printemps 1983).

La dernière partie de l'ouvrage fait le point sur les rapports entre la France « socialiste » et la République sud-africaine. Le MAA reprend en conclusion une déclaration de l'ANC d'avril 1982 : « Depuis le 10 mai, les résultats sont très mitigés, avec un net penchant en faveur de l'apartheid ». La récente visite soi-disant officieuse du Premier ministre P.W. Botha, en juin 1984, ne fait que confirmer ce jugement. L'intérêt de cette dernière partie est malgré tout évident : de nombreuses données chiffrées, des déclarations prouvent malheureusement le bien fondé de ces jugements.

Mais cet ouvrage doit surtout être lu comme une introduction militante de soutien aux syndicalistes noirs d'Afrique du Sud. La situation très complexe, et très spécifique, du plus important mouvement ouvrier d'Afrique noire, mérite d'être mieux connue car, sans tomber dans un quelconque ouvrierisme, sa force de mobilisation peut décider en bonne part de l'avenir de la République d'Afrique du Sud et par conséquent du continent noir tout entier. [J.C.]

INSTITUT DES SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT — **Le lac de Guiers, problématique d'environnement et de développement.** — Dakar, Faculté des sciences ; Bruxelles, Administration générale de la coopération au développement, 1983, 506 p. (Actes du colloque ISE des 9-11 mai 1983 à Dakar).

Les colloques sur l'hydraulique se suivent (voir *Politique africaine* 13, pp. 110-111) mais ne se ressemblent pas. Dans cet ouvrage, l'ISE présente le résultat de recherches qu'il a coordonnées durant cinq ans et qui portaient sur la zone et les populations du lac de Guiers, défluent naturel du fleuve Sénégal lors de sa crue annuelle et enjeu économique et écologique d'intérêt national pour le Sénégal depuis vingt ans. L'aménagement de la vallée par l'OMVS, le développement des cultures irriguées (riz, canne à sucre, tomates...) les besoins en eau potable (principalement vers Dakar) et les périodes de sécheresse concourent à précipiter une exploitation des réserves d'eau douce, au risque de sacrifier l'avenir au présent. Le colloque souligne ainsi, dans une heureuse confrontation entre les sciences « dures » (hydrologie, chimie, biologie...) et les sciences « molles » (sociologie, économie, histoire...), ce que représentent dans l'avenir la ponction exercée sur le milieu naturel et les risques de salinisation des eaux douces. Remarquons également le caractère exemplaire des coopérations belge et française, agissant de concert avec leurs homologues

sénégalais : une fois n'est pas coutume. Mais l'on peut s'interroger surtout sur les recommandations finales adoptées (rituellement) par le colloque, en particulier pour ce qui concerne « la création d'un conseil supérieur consultatif de la région du lac de Guiers (p. 498). Considérant l'incidence des pratiques capitalistes décrites par Mathieu (p. 287), les conflits analysés par Niassé et Vincke (p. 329) et l'évanescence des projections socio-économiques relatives aux conséquences de la mise en eau du barrage de Manantali (voir Maldague p. 435), on doute qu'une instance simplement consultative puisse contrôler le processus suivant : l'introduction du capital sur les lieux de la production et la soumission des paysans à sa logique d'exploitation. Cette excellente publication donne de l'avenir des paysans une image bien incertaine. [E.-L.R.]

MAGUBANE (Bernard), NZONGOLA (Ntalaja) ed. — « Proletarianization and class struggle in Africa », *Contemporary Marxism* 6, 1983.

Du marxisme orthodoxe à la sauce de la libération nationale des années 1960. Malgré un titre alléchant et des exemples importants (Afrique du Sud, Zaïre, Zambie, Angola, Ghana), cette analyse ne correspond plus aux interrogations historiques et politiques des études africaines actuelles. Un fait d'autant plus regrettable que les auteurs sont tous africains (mais trois d'entre eux travaillent aux États-Unis...). Notons toutefois la publication des extraits d'une note de P. Waterman sur « Le concept de paysannerie semi-prolétarisée » et de la communication de I. Wallerstein au colloque A. Cabral de janvier 1983 sur le mouvement de libération nationale (publiée en français dans le n° 3 de *Politique aujourd'hui*, 1983-1984). [J.C.]

RACINE (Daniel) — Léon Gontran-Damas : l'homme et l'œuvre. — Paris, Présence africaine, Agence

de coopération culturelle et technique, 1983, 238 p.

Nul mieux que D.R., professeur à l'Université Howard, où il était le collègue de L.-G. Damas, n'était qualifié pour nous donner cette approche de celui que L.S. Senghor a nommé « le plus nègre des poètes nègres francophones ». L.-G. Damas a eu plusieurs carrières au cours de sa vie, comme le montre bien la chronologie détaillée qui ouvre l'ouvrage. La dernière décennie nous retiendra ici parce qu'elle l'a mis en contact avec la communauté africaniste et afro-américaine des États-Unis. C'est en Américain noir que pendant dix ans Damas s'est adressé aux étudiants noirs américains et qu'il a donné à l'affirmation de sa revendication d'identité culturelle des années trente de nouvelles résonances.

Cette période peu connue chez nous de sa vie invite à s'interroger sur la fortune actuelle aux États-Unis des poètes de l'affirmation noire, Césaire et Senghor. Dans quelle mesure l'intérêt pour les racines des Afro-Américains pousse-t-il à mieux connaître l'Afrique ? Il prédispose à la sympathie et l'on souhaitera que le message volontaire, violent, mais aussi parfois humoristique, de Damas soit mieux compris et connu grâce au beau travail de D. R. [A.R.]

« Women oppression and liberation », *Review of African Political Economy* 27/28, 1983.


Un thème à la mode, un numéro intéressant, mais aussi beaucoup de généralités, généreuses et révolutionnaires, qui tranchent curieusement avec la lucidité critique des trois éditeurs (C. Baylies, D. Burgess, et Pepe Roberts) et de l'auteur de l'article (P. Roberts), « Féminisme en Afrique ; féminisme et Afrique ». Évidemment les exemples choisis expliquent ces dérapages inévitables : il est difficile d'évoquer de façon « neutre » la situation des femmes ou de certaines catégories de femmes au Mozam-

bique, au Zimbabwe, en Zambie ou en Afrique du Sud. A ce tableau s'ajoutent deux études sur le Nigeria (ouvrières) et le Kenya (paysannes). On notera toutefois l'intérêt de la rubrique des informations plus politiques concernant les luttes concrètes actuelles en Namibie. Angola ou Erythrée. Cependant, si tous les auteurs sont, comme il se doit, des femmes, une seule est africaine. Le féminisme occidental se trouve pris au piège de ses propres principes de libération. Mais il y a un début à tout. [J.C.]

ZIEGLER (Jean) — *Les rebelles, Contre l'ordre du monde.* — Paris, Le Seuil, 1983, 414 p. Bibliogr. Index.

Il est toujours difficile de rendre compte d'un ouvrage de J.Z., cet auteur boulimique bien connu. Les

propos se bousculent, les genres se mêlent, la démarche se disperse. Seul se dégagent, de façon récurrente, un optimisme impénitent, une générosité tiers-mondiste comme on n'en fait plus, un style bouillonnant qui nuit à la crédibilité de l'analyse. Homme de terrain, J.Z. s'emploie ici à tirer les leçons d'expériences révolutionnaires issues de guerres de libération ou de mouvements insurrectionnels. Truffant son analyse d'histoires petites et grandes, ponctuant ses remarques d'interjections lassantes, J.Z. ne parvient que très rarement à dégager des lignes de force dont on pourrait tirer profit. Certes tout n'est pas inintéressant dans cet ouvrage. Mais que d'efforts à faire pour séparer le bon grain de l'ivraie. Une fois de plus, un certain tiers-mondisme déclinant pourra trouver son compte dans cet ouvrage. Il n'est pas sûr que l'analyse rigoureuse des sociétés du Tiers monde y trouve le sien. [Z.L.]



The image shows the cover of a journal titled "REVIEW OF African Political Economy". The title is prominently displayed in a large, bold, serif font. Below the title, it says "Special Issue — Sudan" and "No 26". The cover features a black and white photograph of two people carrying a long pole across their shoulders, with a small illustration of a building to the left. The entire cover is framed within a rounded rectangular border.

Subscription (3 issues)
£6 individuals (UK & Africa). US\$15 (Elsewhere); Students £4.50 (Sterling only).